



POLICY BRIEF

PB 20 - 80
Octobre 2020

LE MAROC FACE À LA PANDÉMIE **COVID-19** : DE LA CONFIANCE À L'INQUIÉTUDE

Par
M'hammed Dryef
Dominique Guillo
Saad Badaoui

Le Maroc face à la pandémie Covid-19 : de la confiance à l'inquiétude

Par M'hammed Dryef, Dominique Guillo et Saad Badaoui

Introduction

Les données présentées dans ce Policy Brief portent sur la perception, par la population marocaine, de la pandémie Covid-19 et des politiques publiques qui tentent de la juguler. Elles sont tirées d'une enquête réalisée par le Policy Center for the New South sur la base de 3 vagues de sondage réalisées par IPSOS Maroc en juin, juillet et septembre 2020. Cette enquête s'inscrit dans le cadre du programme de recherche « Attitudes Towards Covid-19 », réalisé avec un consortium de partenaires académiques internationaux (Sciences po, Harvard Business School, Bocconi University, notamment)¹. Ce programme vise à comparer les données recueillies dans 8 pays européens, 7 pays africains dont le Maroc, ainsi que le Brésil, le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande².

Au début de la pandémie, les Marocains ont salué l'intervention de Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour mobiliser le pays contre la pandémie. Ils ont, également, salué les orientations données au gouvernement pour soutenir les populations vulnérables et l'économie nationale, ainsi que les Instructions données aux Forces Armées Royales (FAR) pour épauler les autorités sanitaires avec la logistique de santé.

Les 3 vagues de sondage réalisées dans la présente enquête donnent des indications sur la période qui va de la fin du confinement (juin) à la deuxième quinzaine du mois de septembre. L'analyse de ces 3 vagues montre que les Marocains affichaient, à la fin du confinement, une confiance dans la gestion de l'épidémie menée par le corps médical et les institutions régaliennes (Police et Gendarmerie) et dans les mesures mises en œuvre pour y faire face. Les Marocains avaient, en outre, des craintes encore relativement limitées pour l'avenir sanitaire du pays, mais déclaraient, toutefois, avoir des inquiétudes à propos des retombées économiques de la pandémie. Dans la période qui a suivi (de juin à la deuxième quinzaine de septembre), la confiance dans les institutions est demeurée forte. Mais les doutes sur l'efficacité des mesures prises et, plus largement, l'inquiétude face à l'avenir, ont grandi au fil des semaines. Cette évolution se retrouve dans d'autres pays, au gré des résurgences d'une pandémie qui persiste et fait de plus en plus sentir ses effets sanitaires, économiques, psychologiques et sociaux.

1. Pour une présentation de ce programme et des partenaires qu'il réunit, voir : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/attitudes-des-citoyens-face-au-covid-19>

2. Chaque partenaire du programme a soumis le même questionnaire dans le pays qu'il étudiait, en l'adaptant aux particularités locales.

Une enquête sur le Maroc en trois vagues : juin, juillet et septembre 2020

L'enquête repose sur une analyse des réponses fournies à un même questionnaire dans les trois vagues. L'échantillon constitué pour chaque vague est représentatif de la population marocaine âgée de plus de 18 ans en termes d'âge, de genre, de région d'origine et de profession³. Le questionnaire a été soumis en ligne ou par téléphone. Les questions posées portent sur la perception de la pandémie, de ses conséquences présentes et à venir et des politiques publiques mises en place pour y faire face⁴.

Les trois vagues de sondage ont été réalisées à des moments clés de la pandémie dans le pays : la période de fin du confinement (vague de sondage 1, en juin), les débuts du déconfinement (vague de sondage 2, en juillet) et, enfin, la deuxième quinzaine de septembre (vague de sondage 3), durant laquelle la pandémie a repris au Maroc de manière importante.

Le mois de juin (vague de sondage 1) : une confiance marquée dans les institutions et les groupes impliqués dans la lutte contre la pandémie

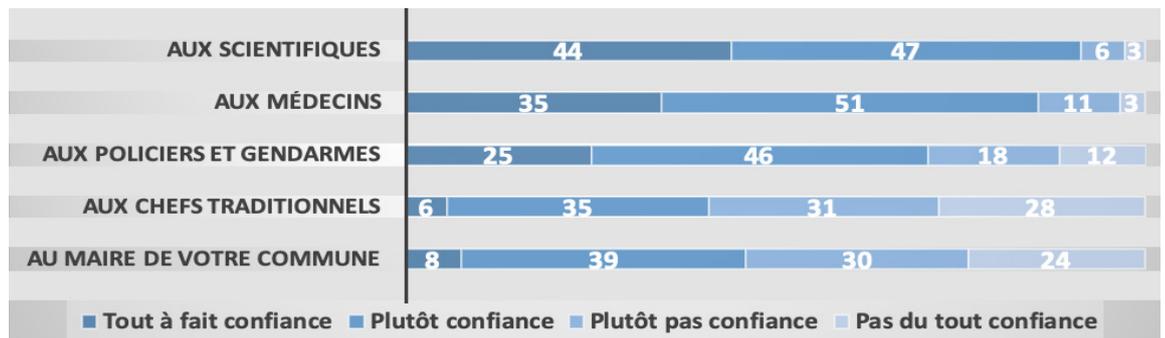
L'enseignement majeur qui ressort de la première vague (juin 2020) est la confiance que les personnes interrogées affichent, juste avant la fin du confinement, vis-à-vis des institutions impliquées directement dans la lutte contre la pandémie ainsi que dans les mesures prises par les autorités pour la combattre. Des inquiétudes pour l'avenir économique et une forme de mal-être se manifestent, toutefois, également, dans ce contexte difficile.

La confiance dans le corps médical (civil et militaire) et les institutions régaliennes (Police et Gendarmerie), tout d'abord, se donne à voir avec netteté dans les données collectées. Ainsi, 91% des personnes interrogées déclarent faire « tout à fait confiance » ou « plutôt confiance » aux « scientifiques » ; 86 % formulent le même avis à propos des « médecins » ; et 71 % à propos des « policiers et des gendarmes ». La confiance à l'égard des « chefs traditionnels », ou encore des élus, comme les « maires », se situent, quant à elles, respectivement, à 41% et 47% (Figure 1).

3. Pour les deux premières vagues, l'échantillon a été redressé pour être représentatif en termes de profession. Pour la troisième, l'échantillon d'origine était représentatif de la population pour ce critère. Les deux premiers échantillons comportaient environ 1000 personnes, le troisième, 1500.

4. Les questions, ainsi que les réponses données dans chacune de ces trois vagues, sont présentées de manière exhaustive dans trois documents distincts sur la page web de l'enquête. Les données mobilisées dans ce qui suit, ainsi que les figures, sont tirés de ces trois documents. Voir <https://www.policycenter.ma/content/attitudes-des-citoyens-face-au-covid-19>.

Figure 1 : Degré de confiance dans les groupes



Les mesures prises par le gouvernement semblent globalement approuvées, en juin, par les personnes interrogées : 87% d'entre elles se disent « tout à fait favorables » ou « plutôt favorables » à un « confinement général », 86% à « l'instauration d'un couvre-feu et d'un contrôle des déplacements par la police et la gendarmerie », 90% à la « fermeture des écoles et universités », 88% à la « fermeture des commerces non-indispensables » et 92% à « l'interdiction des déplacements non-indispensables » (Figure 2).

Figure 2 : Avis sur le confinement général de la population avec interdiction de sortie du domicile (sauf pour raisons médicales et alimentation)

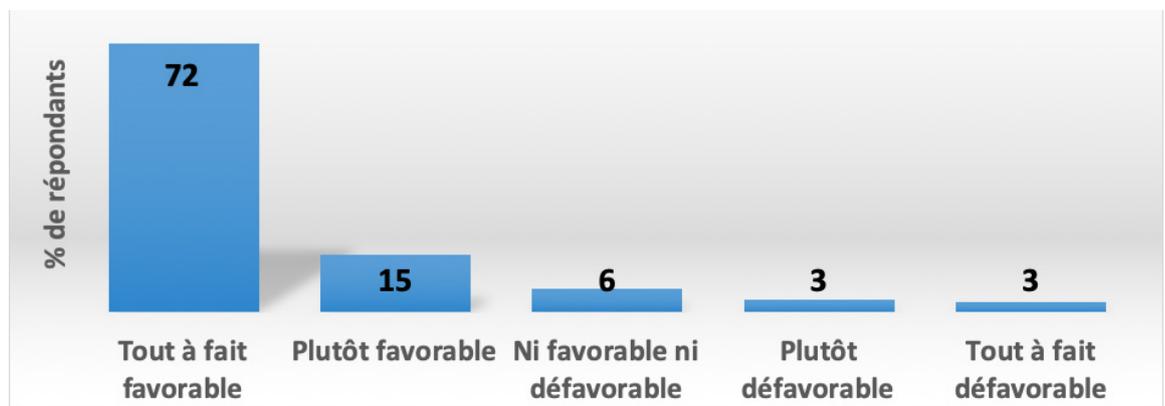


Figure 2 : Avis sur l'instauration d'un couvre-feu et d'un contrôle des déplacements par la police et la gendarmerie

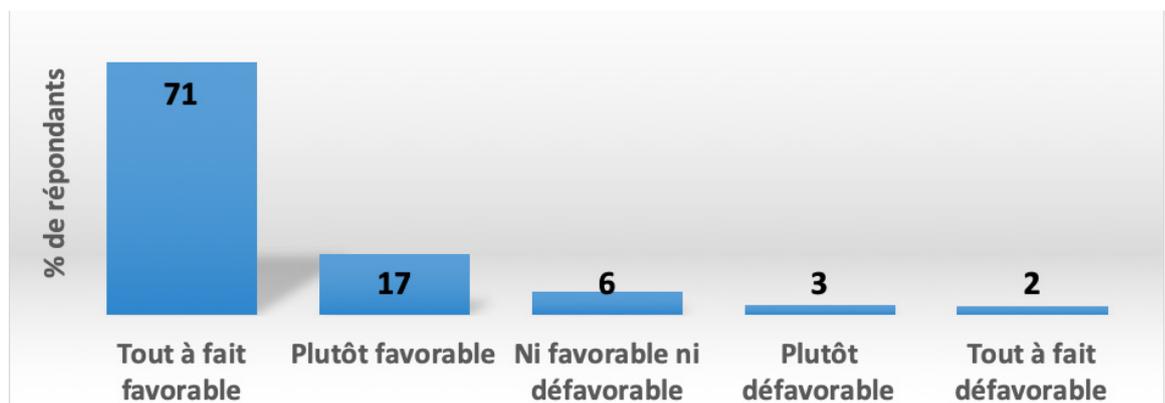


Figure 2 : Avis sur la fermeture des écoles et universités

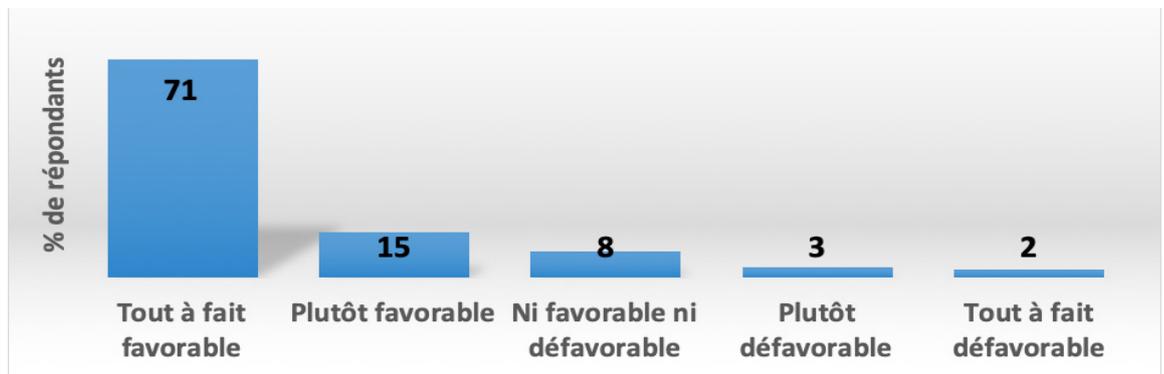


Figure 2 : Avis sur la fermeture des commerces non-indispensable (cafés, magasins hors alimentaires et santé)

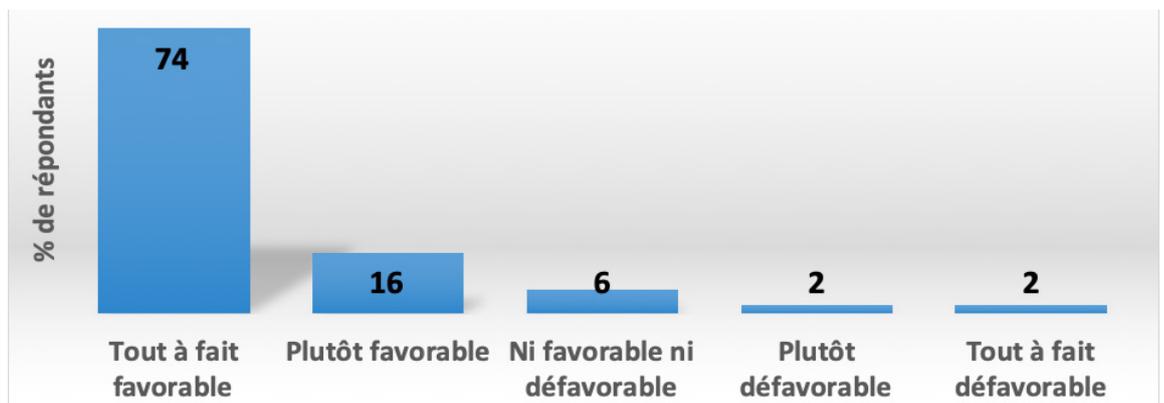
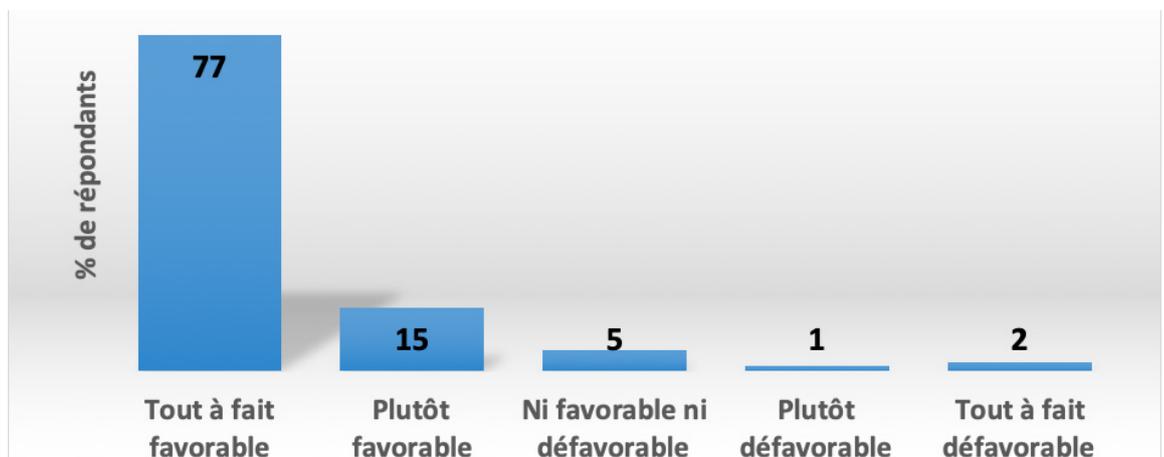


Figure 2 : Avis sur l'interdiction des déplacements non-essentiels



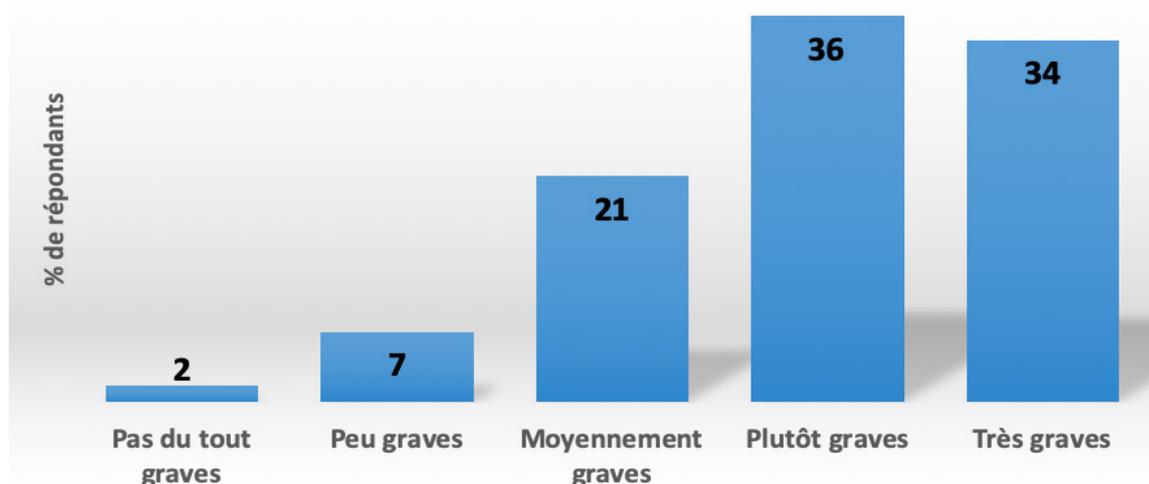
L'adhésion à ces mesures va de pair avec une évaluation positive de « l'action du gouvernement » dans la gestion de la crise sanitaire – 81% des personnes interrogées se disent « tout à fait satisfaites » ou « plutôt satisfaites » – et, dans une moindre mesure,

de « l'action du Chef du gouvernement » : sur une échelle de satisfaction graduée de 0 à 10, 24% des personnes interrogées affirment avoir un degré de satisfaction évalué entre 0 et 3, 43% entre 4 et 6 et 24% entre 7 et 10.

Les réponses données dans cette première vague témoignent, également, d'une inquiétude relativement modérée à l'égard de la situation sanitaire à venir : 68 % des personnes interrogées considèrent qu'elles n'ont « aucune chance », ou des « chances modérées », d'attraper un jour la maladie ; 76% estiment que les conséquences de la Covid-19 sur la santé au Maroc sont « moyennement graves » ou « pas du tout graves ». Enfin, 62% des personnes interrogées jugent pessimiste⁵ la prédiction d'un total de 1000 décès causés par la pandémie au Maroc⁶.

L'inquiétude est, en revanche, assez nette à propos de la situation économique. Si les mesures prises par le gouvernement paraissent approuvées dans leur globalité par la population (Figure 2), 36% des personnes interrogées les jugent « plutôt insuffisantes » ou « vraiment insuffisantes » en matière économique ; et 70% des sondés pensent que la pandémie va avoir des conséquences « plutôt graves » ou « très graves » pour l'économie au Maroc (Figure 3). La situation financière des ménages explique probablement cette inquiétude : 40% des personnes interrogées déclarent être actuellement dans l'incapacité absolue de faire face à une dépense de 2000 Dh qu'elles n'auraient pas prévue. Seules 21% considèrent qu'elles le pourraient certainement ou probablement.

Figure 3 : Perception des conséquences de l'épidémie sur l'économie



5. Le degré de pessimisme attribué à cette prédiction est mesuré sur une échelle de 0 à 10, 0 signifiant un maximum de pessimisme. 62% des personnes interrogées ont attribué une valeur comprise entre 0 et 4 à cette prédiction, dont 35% à 0. Autrement dit, 35% la jugent extrêmement pessimiste, c'est-à-dire estiment qu'il y aura certainement moins de 1000 décès au total causés par le Coronavirus au Maroc.

6. A la date du 25 octobre, 3301 personnes sont officiellement déclarées mortes du Coronavirus au Maroc.

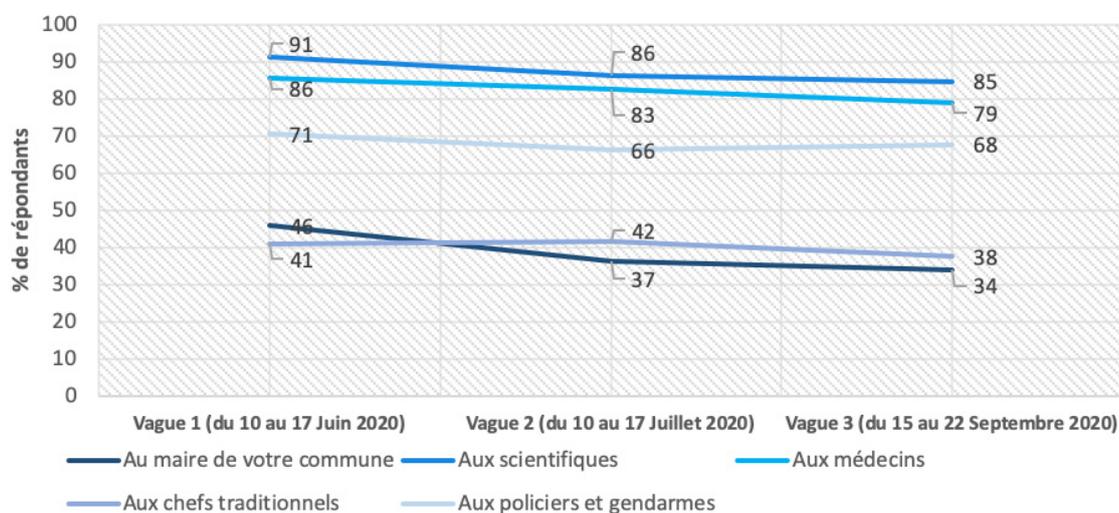
Au plan psychologique, l'enquête révèle, tout d'abord, que l'évaluation globale de la qualité de la vie quotidienne, telle qu'elle est déclarée par les sondés, n'est pas radicalement négative durant cette toute dernière période du confinement. A propos du degré de « satisfaction à l'égard de la vie menée », mesuré sur une échelle de 1 à 10, 56% des personnes interrogées l'évaluent entre 6 et 10. Toutefois, un mal-être perceptible se dessine malgré tout dans les réponses dès que l'on entre dans les détails : 67% des personnes interrogées déclarent avoir vécu durant les deux dernières semaines « au moins plusieurs jours d'abattement, de dépression ou de perte d'espoir », et 81% « plusieurs jours de diminution marquée d'intérêt ou de plaisir dans les activités ».

De juin à septembre (vague 2 et vague 3) : une inquiétude et une défiance croissantes

A partir du mois de juillet, le nombre de cas de Covid-19 et de décès liés à la maladie ne cesse d'augmenter au Maroc. Corrélativement à cette évolution, la deuxième vague de sondage (juillet) et, plus encore, la troisième (septembre), donnent à voir une baisse de tous les indicateurs de confiance et une augmentation de l'inquiétude des populations interrogées. Cette évolution est d'une ampleur toutefois variable selon les institutions, les groupes et les domaines concernés.

La confiance dans le corps médical (civil et militaire) et les institutions régaliennes (Police et Gendarmerie) baisse légèrement, mais reste à un niveau élevé : 85% des personnes interrogées disent faire « plutôt confiance » ou « tout à fait confiance » aux « scientifiques » (91% en juin), 79% aux médecins (86% en juin) et 68% aux « policiers et aux gendarmes » (71% en juin). La baisse de la confiance touche également les chefs traditionnels (- 3% par rapport à juin, pour atteindre un niveau de 38% de personnes « plutôt confiantes » ou « tout à fait confiantes ») et, plus sensiblement, les « maires » (- 12% par rapport à juin, pour atteindre un niveau de 34 % de personnes « plutôt confiantes » ou « tout à fait confiantes ») (Figure 4).

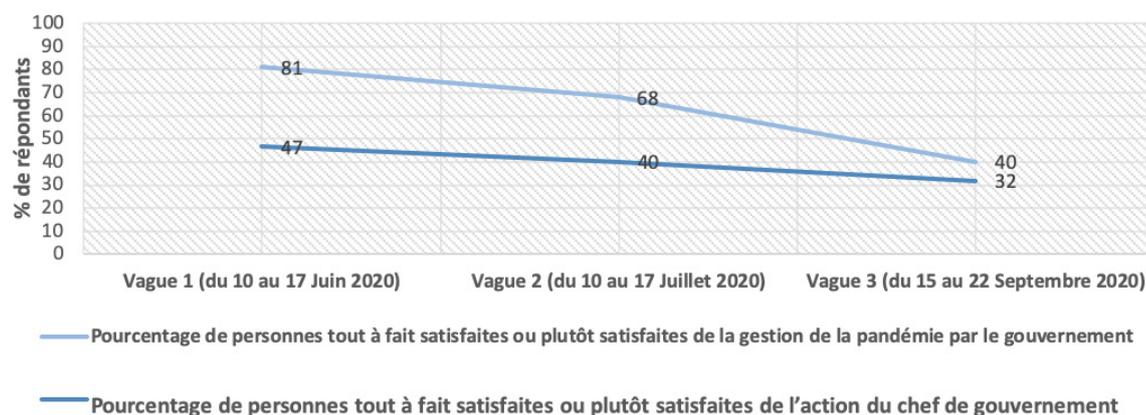
Figure 4 : Degré de confiance dans les groupes : % de personnes ayant répondu « tout à fait confiance » ou « plutôt confiance » (évolution de la vague 1 à la vague 3)



Les mesures prises par le gouvernement après le confinement pour desserrer l'étau des restrictions imposées aux écoles, aux universités, aux commerces et aux déplacements semblent aller dans le sens de l'évolution des souhaits de la population sur ces questions : par exemple, en juin, 90% des personnes interrogées étaient « tout à fait favorables » ou « plutôt favorables » à la « fermeture des écoles et des universités » ; elles ne sont plus que 55% fin septembre.

Toutefois, l'appréciation globale sur la « gestion de la pandémie par le gouvernement » s'est dégradée. En juin, 81% des personnes interrogées se disaient « tout à fait satisfaites » ou « plutôt satisfaites ». En septembre, elles sont 40% (Figure 5). Et parmi les personnes qui ne sont pas satisfaites, 29% se déclarent « pas du tout satisfaites ». Il en va de même pour l'appréciation de « l'action du Chef du gouvernement ». En juin, 47% des personnes interrogées en donnaient une évaluation positive ou plutôt positive⁷. En septembre, elles sont 32% (Figure 5). Et 43% des personnes interrogées affichent un niveau d'insatisfaction élevé⁸.

Figure 5 : Degré de satisfaction à l'égard de la gestion de la pandémie par le gouvernement et à l'égard de l'action du chef de gouvernement (évolution de la vague 1 à la vague 3)



La perception des aspects sanitaires de la pandémie a également évolué. Le pourcentage de personnes considérant qu'elles n'ont « aucune chance », ou « des chances modérées » d'attraper la maladie a baissé, entre juin et septembre, de 68% à 55%. Fin septembre, 77% des sondés considèrent que les conséquences de la pandémie sur la santé au Maroc sont « plutôt graves » ou « très graves », contre 24% en juin (Figure 6). Par ailleurs, 37% des personnes jugent pessimiste la prédiction d'un total de 1000 décès causés par la pandémie au Maroc⁹, contre 62% en juin¹⁰.

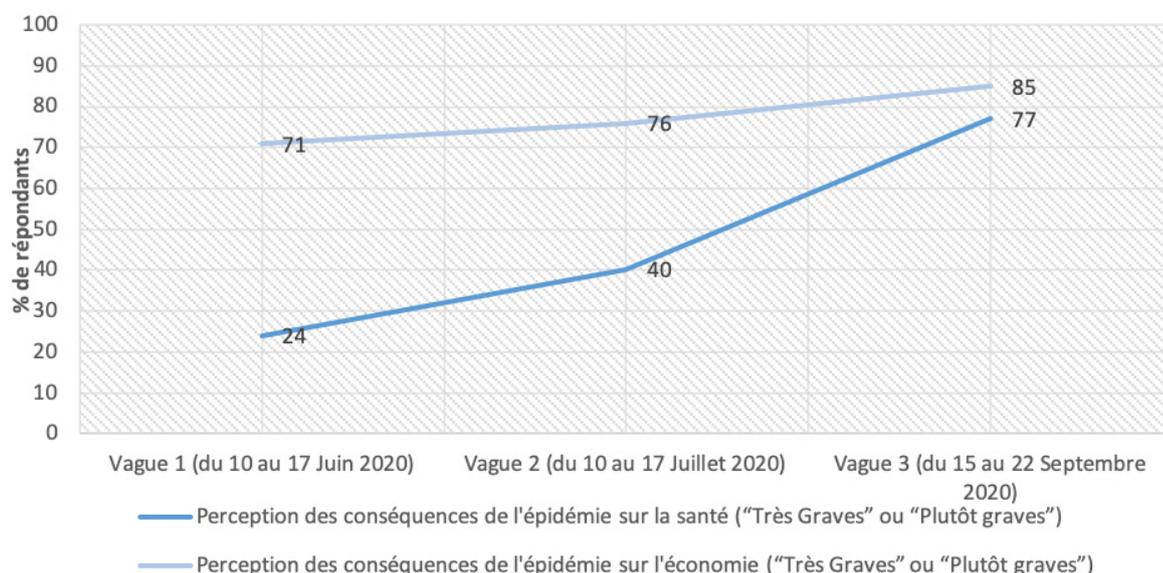
7. L'évaluation de « l'action du Chef du Gouvernement » est mesurée ici à partir des réponses données à une question dans laquelle il était demandé de l'évaluer sur une échelle de satisfaction graduée de 0 à 10.

8. 43% des personnes interrogées évaluent entre 0 et 2 (inclus) leur degré de satisfaction à l'égard de l'« action du Chef du gouvernement », sur une échelle graduée de 0 à 10.

9. A la date du 25 octobre, comme indiqué plus haut, 3301 personnes sont officiellement déclarées mortes du Coronavirus au Maroc.

10. Le degré de pessimisme attribué à cette prédiction est mesuré sur une échelle de 0 à 10, 0 signifiant un maximum de pessimisme. 37% des personnes interrogées ont attribué une valeur comprise entre 0 et 4 à cette prédiction, dont 18% à 0. Autrement dit, 18% la jugent extrêmement pessimiste, c'est-à-dire estiment qu'il y aura certainement moins de 1000 décès au total causés par le Coronavirus au Maroc.

Figure 6 : Perception des conséquences de l'épidémie sur la santé et l'économie : % de personnes ayant répondu "Très Graves" ou "Plutôt graves" (évolution de la vague 1 à la vague 3)



L'inquiétude à l'égard de la situation économique a également augmenté à partir de juin. 85% des personnes interrogées considèrent en septembre que la pandémie a des conséquences « plutôt graves » ou « très graves » sur l'économie marocaine, contre 71% en juin (Figure 6). Enfin, 39% des sondés déclarent être actuellement dans l'absolue incapacité de faire face à une dépense de 2000 Dh qu'ils n'auraient pas prévue, soit un pourcentage très proche de celui du mois de juin. Seules 21% des personnes sondées considèrent qu'elles le pourraient avec certitude ou probablement.

Au plan psychologique, la situation s'est également dégradée. Ainsi, à propos du « degré de satisfaction à l'égard de la vie menée », mesuré sur une échelle de 1 à 10, 49% des personnes interrogées l'évaluent de 6 à 10 en septembre, contre 56% en juin.

La fréquence des manifestations de mal-être reste, quant à elle, à un niveau élevé entre les vagues de sondage 1 et 3. Ainsi, 70% des personnes interrogées déclarent avoir vécu « au moins plusieurs jours d'abattement, de dépression ou de perte d'espoir durant les deux dernières semaines » en septembre, contre 67% en juin. Quant à la « diminution marquée d'intérêt ou de plaisir dans les activités durant les deux dernières semaines », elle passe de 81%, en juin, à 80% en septembre. Ces données traduisent une forme d'altération générale durable du sentiment de bien-être.

Conclusion

Au total, ces 3 vagues de sondage indiquent que la confiance affichée à l'égard du gouvernement, des élus et des mesures qu'ils ont prises pour combattre la pandémie, s'est dégradée entre juin et septembre au Maroc. Corrélativement, les inquiétudes liées à la situation sanitaire et économique du pays se sont accrues. Comme dans beaucoup de pays, cette évolution semble étroitement liée à celle de la pandémie. En effet, les cas de Covid-19 et les décès liés à la maladie déclarés ont fortement augmenté au Maroc aux mois d'août et de septembre.

Par-delà l'évolution de la pandémie elle-même et de ses conséquences, la population marocaine paraît, toutefois, garder confiance dans le corps médical et les institutions régaliennes.

À propos des auteurs

M'hammed Dryef

M'hammed Dryef est Senior Fellow au Policy Center for the New South. Il a occupé plusieurs postes à responsabilité, dont : Chef de cabinet au ministère de l'intérieur, gouverneur directeur de l'agence urbaine de Casablanca, directeur général de la sécurité nationale, directeur général de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, Wali - directeur général des affaires intérieures, et Wali de Fès, Casablanca et Laâyoune. En outre, Mhammed Dryef a publié un livre sur l'urbanisation au Maroc ainsi que diverses études sur la décentralisation, la régionalisation et l'évaluation des politiques publiques. Il est titulaire d'un doctorat en droit public de l'Université de Grenoble, d'un diplôme de l'École nationale d'administration publique et d'un diplôme de troisième cycle en droit privé.

Dominique Guillo

Dominique Guillo est professeur en sciences comportementales et sociales à la Faculté de Gouvernance, Sciences Economiques et Sociales de l'Université Mohammed VI Polytechnique, où il dirige l'African Center for Behavioral Sociology. Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan (Paris-Saclay), agrégé de sciences économiques et sociales, titulaire d'un doctorat de l'Université Paris-Sorbonne, il est également directeur de recherche au CNRS. Il a publié plusieurs ouvrages sur les manières d'articuler les sciences comportementales et les sciences sociales.

Saad Badaoui

Saad Badaoui est Senior Data Scientist au Policy Center for the New South. Il est titulaire d'un doctorat en sciences des données appliquées et en mathématiques financières de l'Imperial College de Londres où il a publié ses articles dans des revues académiques de premier rang. Il a une expérience combinée de plus de 12 ans travaillant sur divers problèmes analytiques à la fois dans le milieu universitaire et dans l'industrie.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma